



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Grâce aux pourparlers de Panama sur le climat, les gouvernements pourront aller de l'avant à Durban, avec le concours des pays en développement, afin de faire face à l'enjeu des changements climatiques

(Panama, 7 octobre 2011) – La semaine de négociations officielles sur le climat, qui a pris fin vendredi à Panama, a permis de bien progresser sur la rédaction des textes de décision qui aideront les gouvernements à prendre toutes les mesures voulues à Durban, avec l'appui concret des pays en développement, en vue de relever le défi des changements climatiques.

“Panama a permis de bien avancer dans la préparation des décisions visant à aider les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques et à accéder aux technologies dont ils ont besoin pour façonner leur propre avenir fondé sur des énergies propres”, a déclaré Christiana Figueres, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il s'agit aussi de satisfaire les échéances fixées pour le lancement du comité de l'adaptation et du mécanisme technologique, adoptés lors de la dernière Conférence sur les changements climatiques à Cancún.

“Les négociations vont également bon train en ce qui a trait à la façon dont les efforts visant à limiter les émissions produites par les pays en développement seront accompagnés du soutien transparent nécessaire apporté par les pays industrialisés”, a-t-elle ajouté. Cela comprend les travaux visant à mettre en place un nouveau registre destiné à rendre compte de ces efforts, mécanisme également approuvé à Cancún.

La réunion organisée dans la ville de Panama (1^{er} au 7 octobre 2011) a constitué la dernière séance de négociation officielle de l'année en vue de la prochaine Conférence annuelle des Nations Unies sur les changements climatiques prévue à Durban, Afrique du Sud (28 novembre – 9 décembre 2011).

“Les travaux réalisés à Panama font en sorte que les gouvernements disposeront de plus de temps et d'une plus grande marge de manœuvre dans les prochaines semaines et au cours de la Conférence de Durban pour trouver des solutions aux grandes questions ayant trait à l'avenir du régime mondial des changements climatiques, lequel nécessitera une impulsion politique”, a affirmé Mme Figueres.

“La Conférence de Durban sera chargée de statuer sur l'avenir du Protocole de Kyoto, avec les conséquences que cela pourrait avoir sur le futur accord concernant le climat mondial.



Les gouvernements défendent différentes positions, mais de nombreux problèmes techniques ont déjà été résolus et on observe une forte volonté de la part de toutes les parties d'en venir à un consensus politique définitif".

Mme Figueres a fait remarquer qu'à Panama, la présidence sud-africaine avait conduit deux consultations générales et transparentes à-propos de ces questions, l'une auprès des gouvernements, l'autre auprès des parties prenantes et de la société civile.

S'agissant du financement essentiel promis par les pays industrialisés aux pays en développement, Mme Figueres a déclaré que Panama avait donné une meilleure idée de la façon dont les 30 milliards de dollars US avaient été engagés d'ici la fin de 2012 et dont ils seraient dépensés.

Les gouvernements ont également précisé comment ils mobiliseraient le financement à long terme de 100 milliards de dollars US par année d'ici 2020. "Il est indispensable qu'il n'y ait pas de coupure entre la fin des investissements rapides prévus d'ici la fin de 2012 et le financement à long terme devant s'étaler jusqu'en 2020".

Selon elle, Panama a également permis d'éclaircir certains points au sujet de la façon dont les gouvernements entendent satisfaire l'objectif convenu de limitation de la hausse des températures moyennes mondiales à 2 degrés Celsius. À Durban, les gouvernements pourront décider de la forme que pourrait prendre l'examen officiel qui aura lieu de 2013 à 2015, mesure concrète également adoptée à Cancún pour vérifier les progrès accomplis dans la poursuite de cet objectif. Les gouvernements ont envisagé de mener ce processus par le biais d'un groupe d'experts à qui l'on remettrait les données et les évaluations les plus récentes se rapportant aux changements climatiques.

"Il est essentiel de mettre au point un processus d'examen efficace et crédible, en particulier à la lumière du fait que la somme totale des engagements nationaux actuels consacrés à la réduction des émissions produites à l'échelle mondiale est 40 % inférieure à ce qui serait nécessaire pour contenir l'élévation des températures à 2 degrés Celsius, et que ce manque devra être comblé à un moment ou à un autre", a conclu Mme Figueres.

La CCNUCC

Avec 195 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 192 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.

Voir également : unfccc.int

CCNUCC sur Twitter : @UN_ClimateTalks

Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, sur Twitter : @CFigueres

CCNUCC sur Facebook: [facebook.com/UNClimateTalks](https://www.facebook.com/UNClimateTalks)